Ethnicité et subversions démocratiques en Afrique

Pierre OYANDZA
et
Ghislain Thierry MAGUESSA EBOME
Université Marien Ngouabi (Congo)
oyandzapierre2@gmail.com
ghisebome@gmail.com

Résumé

Cet article analyse le fait démocratique en Afrique subsaharienne, particulièrement au Congo. En s'appuyant sur le constat partagé par de nombreux analystes, il montre que l'ethnicité, mieux l'ethnocentrisme, en s'incrustant dans l'exercice de la démocratie subvertit celle-ci, en la dépulpant de sa substance essentielle. Les éléments constitutifs de cette subversion sont de trois ordres : (i) le délitement de la conscience nationale, (ii) l'influence des puissances ethno-traditionnels dans l'exercice du pouvoir politique, et (iii) le glissement épistémologique de l'ethnocentrisme à l'ethnopartisme.

Mots-clés : Conscience nationale, démocratie, ethnicité, ethnocentrisme, ethnopartisme.

Abstract

This article examines the democratic fact in South saharan Africa, particulary in Republic of Congo. Drawing inspiration from a widely shared view among many analysts, It shows the ethnicity or ethnocentricity pervades the practice of democracy, it from Its essential substance. The elements constituying this subversion fall into three categories : (i.). The delition of the national consciousness ; (ii.). The influence of ethno-traditional leadership on the exercice of the political power and (iii.). The epistemological slipping of ethnocenticity into ethnopartism.

Keywords: Democraticy, ethnicity, ethnocentricity, ethnopartism, national consciousness.

Introduction

L'expérience démocratique en Afrique subsaharienne est dominée par la résurgence d'une donnée indéniable – l'ethnie. De nombreuses analyses de la problématique démocratique en Afrique affirment que l'intrusion de l'ethnie dans le jeu politique est source de plusieurs tensions, donnant ainsi raison aux théoriciens de l'incapacité des Africains à prétendre au jeu démocratique. Ce constat est justifié par la montée des revendications ethniques dans le contexte de démocratisation de l'Afrique, particulièrement de l'Afrique francophone au sud du Sahara. La diversité des ethnies et leurs tensions, que pointe ce constat, dans la relation au pouvoir fourvoient l'universalité du jeu démocratique et les enjeux du pouvoir politique en Afrique. Il s'agit d'un fait irréfutable sur lequel s'appuie cet article, pour montrer que le paradigme ethnique structure le jeu démocratique en Afrique subsaharienne. Aussi revient-il, à travers cette analyse, de montrer que la mobilisation de l'ethnie, mieux de l'ethnicité, dans le jeu politique subvertit l'essence de l'exercice démocratique en Afrique. Partir de cette considération, c'est

présenter l'ethnicité comme le vecteur négatif qui s'incruste et infeste la substance démocratique pour l'innerver de plusieurs maux inauthentiques considérés comme des impostures communicatives de la subversion de la démocratie en Afrique. D'où le titre de cet article : *Ethnicité et subversions démocratiques en Afrique*. Ici, l'enjeu est de montrer comment la manipulation de la donnée ethnique dévoie et fragilise les valeurs essentielles de la démocratie, en retrouvant la corrélation qu'il y a entre le processus démocratique et l'exacerbation et/ou l'excroissance des revendications ethniques au cœur des jeux et enjeux du pouvoir en Afrique subsaharienne francophone. Ce qui permet de fixer trois (03) éléments principaux, constitutifs de la subversion démocratique en Afrique subsaharienne, à savoir, (i) le délitement de la conscience nationale à partir de l'exacerbation de la donnée ethnique, (ii) l'influence des puissances ethno-traditionnels dans l'exercice du pouvoir politique et (iii) le glissement épistémologique de l'ethnocentrisme à l'ethnopartisme.

1. Exacerbation de l'ethnie et délitement de la conscience nationale

Pour comprendre comment l'ethnicité subvertit la conscience nationale dans les démocraties africaines, il est important de relire les philosophies fondatrices des Etats africains au sortir des années de colonisation d'une part, et de cerner les contours et le poids de la donnée ethnique dans le jeu démocratique en Afrique contemporaine d'autre part.

En effet, le rapport qui existe entre ethnie et conscience nationale s'inscrit dans le contexte d'une Afrique qui se cherche à l'aube de l'accession de ses Etats à la souveraineté nationale (indépendances). Il est question de construire des Etats-nations pour conjurer les heurts et divisions entretenus par le système colonial dont le principe de gouvernance politique était : « *diviser pour mieux régner* ». Cette préoccupation au cœur de l'action publique a occasionné la création des partis uniques, ontologiquement portés par la nécessité de fédérer les groupements ethniques au sein d'une entité rationnelle et juste, l'Etat. Pour le cas du Congo, sur lequel s'appuie cet article, le processus de construction de l'Etat-nation a été porté par l'expérience révolutionnaire et monopartite comme système de gouvernance politique.

Toutefois, le monopartisme conçu comme levier de construction d'un Etat unitaire et égalitaire n'a pas su rasséréner les clivages ethniques. Bien au contraire, il s'est révélé être un instrument de domination politique au service de l'ethnie à laquelle appartenait le Président de la république. C'est ce que Pascal Lissouba (1975, pp.31-32) appelle la « *tribu-classe* », ceci pour montrer que l'ethnicisme est le mal fondamental qui gangrène les efforts de construction d'un véritable Etat-nation dans les sociétés africaines, particulièrement le Congo.

Les conférences nationales tenues, au début des années 1990, pour marquer le passage du monopartisme à la démocratie n'ont pas réglé les tensions ethniques structurant le jeu du pouvoir politique. Au contraire, l'avènement de la démocratie a de plus en plus exacerbé la question ethnique, délitant ainsi les efforts de construction d'une conscience nationale. Dans ce contexte, l'exacerbation du fait ethnique a fini par positionner les ethnies et les régions comme entités adverses et ennemies, altérant ainsi les rapports à l'autre. Cette exacerbation du fait ethnique glisse généralement à une chosification de l'autre ou à une bestialité collective,

telle que l'on peut le retrouver dans la formule de la « bêtise humaine ». en effet, pour se donner une forme d'acquit de conscience au sortir des affrontements fratricides entre milices ethnopolitiques entre 1993-1994, la classe politique congolaise s'est accordée d'appeler cette parenthèse de sang, qui n'a pas été malheureusement de trop, la « bêtise humaine ». A partir de ce cas précis, on comprend que l'ethnicisme est un handicap au processus de l'unité nationale et de construction d'une conscience nationale. Il est un vecteur de négativité et un élément de désunion nationale.

Ce rappel historique permet de saisir la relation entre ethnicité et délitement de la conscience nationale, dans un contexte de l'ouverture démocratique en Afrique. Pour cela, il est à relever que le paradigme de la pensée révolutionnaire qui a marqué les années de monopartisme, avait dévoyé le débat sur le tribalisme en mettant en avant le devoir d'unité du peuple. Malheureusement, le mode opératoire mis en œuvre par le système monolithique s'est montré significativement violent et autoritaire. Les consciences ont été simplement subjuguées et les revendications essentielles étouffées. Les revendications identitaires manipulées sous la colonisation et réprimandées par les gestionnaires du parti unique se sont finalement incrustées et enfouies dans une sorte d'inconscient collectif qui se dévoile à l'occasion des conférences nationales préludes à l'ouverture démocratique dans la plupart des pays africains.

Pour le cas du Congo, la conférence nationale s'est montrée acerbe et critique vis-à-vis des tendances de gestion ethno-tribale du système monolithique, au point de faire penser qu'elle a été une arène offerte aux autres ethnies pour amener au supplice celle qui paraissait dominante. D'ailleurs, la conférence nationale a pu inscrire dans le jargon politique congolais les néologismes comme la « *cuvettisation du pouvoir*[6] », la « *Mbochisation*[7] » ou l' « *oyocratie*[8] » qui sont venus conforter la théorie dite de l'*OBUMITRI*[9].

L'expression publique et politique du refoulé ethnique a détourné la conférence nationale de ce qui devrait être principalement son objet : édicter un ensemble de principes fondateurs de la démocratie. Ainsi dévoyée, la Conférence national a été réduite à une simple joute du pouvoir pour le pouvoir et rien que le pouvoir. Sans discuter et sans établir les conditions d'accès au pouvoir, la Conférence nationale a réussi, malheureusement, à faire ressurgir les disparités et les conflits identitaires. On peut ici dire que la conférence nationale a été une ruse de l'histoire. Des dictateurs d'hier s'appuie sur une telle conclusion pour s'incruster au cœur de la démocratie, et pire pour ceux d'entre eux qui ont pu survivre au balai des conférences, d'en trouver les moyens qui vont saborder les processus électoraux,

[6]Le concept de « cuvettisation » renvoie à la région de la Cuvette, située au Nord du Congo, dont est originaire le président Denis Sassou Nguesso. Les conférenciers voudraient montrer que le pouvoir était exclusif aux originaires de cette région.

[7]Mbochisation, renvoie à l'ethnie Mbochis à laquelle appartient le président Denis Sassou Nguesso.

[8]Oyocratie, vient de deux mots : Oyo, village d'origine du président Denis Sassou Nguesso, et de « cratie » qui signifie pouvoir. Oyocratie est donc le pouvoir des originaires d'Oyo.

[9]OBUMUTRI : néologisme forgé par les putschistes du mouvement dit du M22 qui dénonçait une certaine tendance à l'ethnocentrisme au sein du monopartisme de l'époque.

O.BU.MI.TRI signifie : Oligarchie Burocratico – Militaro, Tribal.

comme cela peut se lire chez René Otayeck (2009, p.2),

> Le problème est que la timide démocratisation en cours depuis le début des années 90 semble être étroitement corrélée à la multiplication des revendications ethniques ou religieuses qui s'expriment de plus en plus fréquemment par la mobilisation de la rhétorique de l'autochtonie. Il est dès lors tentant d'incriminer la démocratie qui aurait libéré cette force du mal, longtemps refoulée ou contenue par les régimes de parti unique, qu'est l'ethnicité ; et d'en conclure qu'elle est totalement inadaptée à ses sociétés fortement segmentées et constamment exposées, de ce fait, au danger de conflit ethnique.

Nous retenons à travers cette citation que l'auteur met en relation démocratie et conflit ethnique, en montrant que celui-là serait la cause de celle-ci. C'est d'ailleurs ce que nous devons démontrer ici, en explicitant le lien entre le travail de la rhétorique de l'autochtonie et la donnée ethnique. En effet, quand on suit le travail amorcé par le penseur français Jean François Bayart (2001, p.182) à propos de « *la rhétorique de l'autochtonie* », nous découvrons qu'elle joue un rôle essentiel dans le déroulement du jeu électoral dans des démocraties nouvelles en Afrique. Au moyen de la rhétorique de l'autochtonie se réalise la politisation des identités ethniques au cours des processus électoraux. Rhétorique qui fait de telle sorte que les joutes oratoires soient construites comme des formes explicites qui subliment l'ethnie et l'identité, au détriment des valeurs fondatrices de la démocratie universelle.

La rhétorique de l'autochtonie permet de placer la nation et l'ethnie dans un rapport sémantique d'opposition, subvertissant en cela la démocratie, et donnant, par contre, plus de substance aux revendications ethniques. L'objectif poursuivi par de tels discours est de transformer les élections en une arène de confrontation identitaire et ethnique. Cette rhétorique met aux avant-scènes de la vie publique une élite politique qui manipule la donnée ethnique et les identités communautaires pour accéder aux postes de responsabilité. Ce qui est un dévoiement démocratique dont le but est de faire éclater les bribes de conscience nationale et d'enfermer les consciences dans le carcan réduit des communautés ethniques.

Le paradigme ethnique qui structure un tel jeu démocratique devient le vecteur nocif à la construction de la conscience nationale. Le seul dessein qu'il se donne est celui de renforcer la mécanique identitaire, de faire replier chaque ethnie sur elle. Aussi les élections sont-elles vécues comme une confrontation des ethnies, et une course au pouvoir, puisque l'ethnie qui accède devra tout faire pour sa confiscation. Ce qui justifie des déclarations du genre : « *c'est notre pouvoir* » ou bien « *C'est notre tour, nous avons attendu pendant 27 ans* [10]». Cette fonctionnalité des identités déstructure la conscience nationale et compromet toutes les initiatives visant la mise en œuvre d'un Etat juste et égalitaire, un Etat de droit, comme le souligne avec justesse Kambayi Bwatshia (1995, p.45) :

> La construction d'un Etat de droit démocratique au Zaïre se complique par le fait que la société zaïroise elle-même est marquée par de profonds

[10]Propos de l'ancien Ministre Congolais des finances et de l'Economie (1993-1997), Moungounga-Kombo Nguila lors d'une interpellation du Gouvernement par l'Assemblée nationale.

> clivages communautaires aigus, fondés sur l'ethnicité et la tribalité qui, au niveau du pouvoir, sont érigées en idéologies : ethnisme et tribalisme.

On lit chez le penseur zaïrois un réquisitoire foncier de l'ethnicisme comme frein essentiel à la construction d'un Etat démocratique et d'une conscience nationale, puisque se développent des formes de consciences fragmentaires qui fragilisent l'unité nationale. Ici, l'Etat n'est plus un consensus des volontés, mais une entité partisane de légitimation et de domination d'un groupe ethnique sur les autres. Ce qui permet à l'historien congolais Ngoïe-Ngalla D. (2003, p.130-132), de souligner que « *la montée de l'ethnisme et de l'intégrisme révèle une crise de l'Etat-nation en construction. Celui-ci échappe difficilement au péché de l'ethnicisation du pouvoir*. »

Dans ce contexte de confrontation des ethnies, la démocratie perd sa substance plénière pour se lire comme un vecteur de conflictualité et de rejet de l'autre que l'on finit par étiqueter comme étant « *le mauvais* », « *la menace permanente* ». Il se développe dès lors une altérité négative, source de violences, au point de donner raison à ceux qui pensent que l'Afrique n'est pas prête à l'exercice de la démocratie.

Tout semble converger pour affirmer que l'ouverture démocratique des années 1990 a conféré un pouvoir important aux ethnies qui désormais régulent et déterminent le fonctionnement de l'Etat. En ce sens qu'il se développe une nouvelle mentalité politique qui met en avant le sentiment ethnique, l'appartenance régionale, au lieu de construire des valeurs autour desquelles devraient émerger la conscience nationale.

C'est une tendance grave qui réduit les compétitions électorales aux simples enjeux ethnocentristes dénaturant, par conséquent, l'essence de la démocratie. Il s'agit d'une défaillance morale de la démocratie africaine ; au lieu de célébrer la noblesse argumentative, les compétitions électorales exacerbent le rejet de l'autre, comme en témoignent les expériences malheureuses et dramatiques que le Congo a connues entre 1993 et 2001 et récemment à l'occasion des élections de mars 2016.

Il est clair que c'est l'ethnicité qui rend la démocratie africaine conflictuelle. Or, dans un contexte de conflictualité identitaire, l'Etat est incapable d'assumer sa fonction régalienne et son rôle de ferment de l'unité nationale. Puisque l'Etat est otage des diverses manipulations qui accentuent les clivages identitaires. Perdant son rôle vecteur de justice et de sécurité, l'Etat n'est plus qu'un simple instrument au service d'une entité ethnique dont l'hégémonie sur les différentes sphères publiques est incontestable.

2. L'influence des puissances ethno-traditionnelles dans l'exercice du pouvoir

De ce qui précède, il ressort clairement que la manipulation des identités ethniques ouvre au développement d'une conscience fragmentaire qui met la tribu, mieux l'ethnie au centre du jeu politique. Mais, dans une Afrique où la survivance des monarchies et autres entités de pouvoir traditionnel côtoient l'administration publique, on ne saurait faire éluder l'influence que ces entités exercent sur les pouvoirs politiques. Déjà, leur influence sur la conscience des peuples est capitale. Aussi les chefs traditionnels jouent-ils le rôle de médian entre les élites politiques et les populations.

Les chefs traditionnels et les notables travaillent à la construction d'un imaginaire politique susceptible de consolider l'unité de la communauté autour du candidat adoubé. Cet adoubement traditionnel est gain important dans la mise en œuvre de l'équation personnel du candidat. Ainsi adoubé, le candidat devient celui de l'ethnie, se proclamant être son leader et son porte-parole attitré puisque investi d'une certaine légitimité enfouie au tréfonds des âges. Mû par la finesse du jeu, son devoir est, non seulement, de subordonner le pouvoir politique au pouvoir traditionnel, mais aussi et surtout, de réussir l'intrusion du sacré dans la sphère politique, ceci sous la forme d'un syncrétisme « idéologique » aux seules fins de se consacrer ou d'être consacré comme « *le fils du pays capable de faire le pont entre la sphère moderne du pouvoir et la sphère mystico-traditionnelle des mânes* », ce qui lui donne un bouclier pour se maintenir ou pour accéder au pouvoir.

Il n'est plus surprenant de voir les leaders politiques faire usage des ressources symboliques du pouvoir traditionnel, telles que peau de panthère, queue d'éléphant, balai traditionnel. Ce syncrétisme va jusqu'à la redynamisation des cultes et confréries traditionnels dont l'intérêt est de montrer son ancrage ethnique, et surtout de refaire un imaginaire autour de la force vitale et mobilisatrice des entités traditionnelles incarnant le pouvoir et la puissance. Bien plus, ils font références aux héros vénérés par l'ethnie ou à ceux des anciens qui sont inscrits dans la conscience communautaire comme exemples de dignité. C'est ce qui ouvre à une forme de messianisme. Au Congo, c'est Bernard Kolélas, ancien premier ministre et président fondateur du Mouvement congolais pour la démocratie intégral (MCDDI) qui a réussi à corréler démocratie et messianisme, en reprenant à son compte les combats politiques de Matsoua, Fulbert Youlou, et dans une certaine mesure celle du cardinal Emile Biayenda. En R.D.C, le président Joseph Kabila a inscrit son action politique dans le prolongement de l'héritage lumumbiste. Il a même, à la fin de son mandat, rendu visible sa proximité à l'église Kimbanguiste pour profiter de l'aura et de la protection spirituelle de Simon Kimbangu.

Toujours dans le même registre, les principaux partis politiques au Congo ont réussi de se doter d'une figure tutélaire, de réhabiliter un héros national ou de se mettre sous la protection spirituelle d'une religion incarnée par une figure locale. C'est le cas du Parti congolais du travail (PCT au pouvoir) qui consolide son influence nationale en mettant en avant la figure et le charisme de son fondateur Marien Ngouabi affublé du qualificatif d' « *immortel et grand ami de la jeunesse* » ; l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS, principale formation de l'opposition institutionnelle) négocie sa légitimité et son ancrage à partir de la figure charismatique de Pascal Lissouba (son fondateur et ancien Président de la République de 1992-1997) ; le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS), l'une des principales formations de la coalition au pouvoir s'appuie sur la figure de Jean Pierre Thystère Tchicaya (ancien président de l'assemblée nationale décédé en 2008) et sur l'église Lassyste.

Le rôle mobilisateur des puissances traditionnelles est ainsi cause d'une inanition idéologique au sein des partis politiques. Inanition idéologique qui consacre une tendance à la fragmentation de l'espace public en groupements conflictuels ethniques. Inanition idéologique manifeste au sein des forces au pouvoir comme à l'opposition, en révélant que l'enjeu politique est simplement

le contrôle des ressources nationales et l'assouvissement des besoins matériels de l'élite politique et ethnique, remettant les aspirations profondes des citoyens au second rôle. C'est ce que l'opinion publique congolaise qualifie de « *politique du ventre* ».

En vérité, cette inanition idéologique entretenue par une élite politique et ethnique bénéficie de l'inculture politique des citoyens dans un contexte de dénaturation du jeu politique, mieux de l'essence de la démocratie.

Pour consolider le rapt de la démocratie, les élites politico-ethniques sollicitent la protection des chefs traditionnels reconnus comme de véritables tribuns au sein des communautés ethniques qu'ils incarnent. Les chefs traditionnels sont aguerris à une rhétorique politique dont la visée est de reconstruire une conscience collective déconnectée de l'intérêt national et des valeurs républicaines, en mettant en exergue la fierté ethnique. Cette rhétorique de la manipulation désarticule la conscience individuelle et citoyenne, en l'inscrivant dans une dynamique communautaire, mieux communautariste dont l'intérêt est de placer le « fils du pays » sous la protection des siens. Il n'est pas surprenant qu'à la veille d'une élection des candidats présupposés organisent leur adhésion aux cercles initiatiques et spirituels locaux pour se faire adouber.

Cette rhétorique pernicieuse mobilise des éléments de langage qui mettent en exergue l'ethnie en transposant certains conflits identitaires enfouis dans la conscience communautaire au niveau politique ; ceci afin d'occulter l'enjeu politique et de mettre en exergue l'identité ethnique. C'est un travail de noyautage des perceptions individuelles, d'asphyxie des valeurs citoyennes au profit d'une perception communautaire du jeu politique. C'est la rhétorique des affects dont la motivation fondamentale est l'instrumentalisation ethnique du jeu démocratique au moyen de la manipulation des affects identitaires. On ne dira jamais assez de la manipulation ; on manipule les affects identitaires pour détourner les citoyens des véritables enjeux électoraux. Dans des sociétés à fort taux d'analphabètes et de pauvreté comme le Congo, les véritables aspirations démocratiques sont reléguées au second plan. On réussit ainsi la fragmentation sociale sur la base du repli identitaire et ethnique.

Par ailleurs, il se développe dans les localités des comités de sages et de notabilités aux pouvoirs confus, qui travaillent à influencer les modes de gouvernance locale. Ces comités de sages et de notabilités s'arrogent des pouvoirs exceptionnels en s'appuyant sur des valeurs ancestrales, au point où, consciemment ou inconsciemment, il leur est reconnu une autorité morale. C'est fort de cette notoriété, que la Constitution congolaise qui ne faisait pourtant aucune allusion aux pouvoirs traditionnels dans sa version de 2002, a fini par conférer une puissance institutionnelle aux sages et aux notabilités, à l'occasion de son changement le 25 octobre 2015. Ainsi, l'article 230 de l'actuelle constitution du Congo dispose :

> Il est institué un Conseil consultatif des sages et des notabilités traditionnelles chargé d'émettre des avis sur la gouvernance démocratique, culturelle et sociale de l'Etat et de faire au Gouvernement des suggestions pouvant contribuer à une gestion politique solidaire.

Cette ouverture que le législateur congolais appelle « évolution institutionnelle » est une marque franche de reconnaissance de l'influence que les notabilités traditionnelles exercent sur le pouvoir politique. On devrait ici se rappeler que le professeur Placide Moudoudou[11], au plus fort temps du débat sur le changement ou non de la constitution congolaise, affirmait au cours d'une émission sur RFI, que

> Le serment sacré des cercles initiatiques traditionnels avait plus de force et de contrainte que le serment constitutionnel. Ainsi, il faudrait remplacer le serment présidentiel par un engagement sur certaines forces traditionnelles.

C'est lui qui a présidé la commission qui a rédigé la nouvelle constitution du Congo.

3. Glissement épistémologique de l'ethnocentrisme à l'ethnopartisme

La mobilisation de la donnée ethnique dans le jeu politique est un problème fondamental qu'il vaut mieux dérouler pour comprendre le fonctionnement de la démocratie en Afrique. D'ailleurs, on ne peut mieux analyser les figures de la démocratie en Afrique sans s'appuyer sur le rôle et la fonctionnalité des ethnies, en ce sens que celles-ci sont régulatrices du jeu politique dans l'espace concerné. Ceci entendu, la corrélation entre le processus de démocratisation et l'exacerbation identitaire qu'il nous faut montrer ici, serait irréfutable. Cette corrélation est au précisée par la typologie des partis politiques que présente Charles Zacharie Bowao (2014, pp.48-57). La typologie de Bowao considère, qu'au Congo, il existe trois principaux types de partis politiques : les ethnopartis classiques qui s'appuient sur une base ethno-régionale et qui structurent fondamentalement le jeu politique depuis l'ouverture démocratique en 1992 ; les ethnopartis non-classiques, dirigés par des leaders qui ont une aura locale. L'influence de tels partis ne va pas au-delà de la localité d'origine du leader. Ce sont des partis sur lesquels s'appuient les ethnopartis non classiques ; enfin, les partis potentiellement nationaux ou partis de cadres qui n'ont généralement aucun ancrage, parce que réfutant ou refusant de faire référence à l'ethnie ou à la région. Ce dernier type de partis n'a généralement pas d'élus.

Il ressort que les partis autour desquels s'organise le jeu démocratique au Congo sont substantiellement ethnocentristes. Ce qui donne raison de penser, comme le philosophe congolais, à une forme d'impertinence ethnocentriste dont l'effet dévastateur sur l'idéal et la fonctionnalité de la démocratie et du multipartisme permet de justifier, ici, une forme de glissement épistémologique de la démocratie. En effet, en perdant sa substance universelle du fait d'un ethnocentrisme qui la gangrène, la démocratie cesse d'être postulée comme le paradigme politique porteur de l'avenir de notre humanité.

S'appuyant sur l'ethnie, les partis politiques vecteurs reconnus de la conscience civique et démocratique se transforment en des lieux d'expression des causes identitaires, au lieu d'être des écoles de formation, d'affermissement

[11]Juriste de formation, ancien doyen de la faculté de droit de l'université Marien Ngouabi de Brazzaville, ancien député à l'Assemblée nationale. Il a présidé la commission de révision constitutionnelle d'octobre 2015. Il est depuis 2018 membre de la Cour Constitutionnelle. Je reprends de mémoire ses propos.

des valeurs républicaines et de la culture démocratique. Dans un tel ordre dévoyé, les partis politiques sont le reflet d'une configuration ethnique et/ou régionale qui contraste avec l'essence de la démocratie et du multipartisme. En un mot, l'ethnie est manipulée par une élite ethnopolitique. Il s'agit ici d'« *un ethnocentrisme dévastateur servant un clientélisme outrancier* », comme l'affirme Denis Sassou Nguesso (1997, p.116).

L'ethnocentrisme récurrent dans des Etats d'Afrique où la conscience nationale est encore fragmentaire et fragile, est symptomatique d'une subversion démocratique, en ce sens qu'à défaut des partis politiques, se développe une forme des cercles ethniques de conquête ou de conservation du pouvoir et de contrôle des ressources nationales. On pourrait reprendre les mots de Philippe Franck (1997) qui pense qu'au Congo « *le lancement d'un parti passe par l'édification d'un bastion autour d'une communauté ethnique* » ; en considérant cette communauté comme le noyau dur et le lieu de décision. Une tendance qui ne sert qu'à placer les autres ethnies à la périphérie du pouvoir et de la direction du parti.

Ce travail est soutenu par une élite politique pernicieuse qui travaille au développement d'une démocratie fondée sur l'ethnie. La démocratie de l'ethnie est celle qui mobilise, dans la création et le fonctionnement des partis politiques comme lors des confrontations électorales, des éléments ethniques et communautaires dont l'enjeu est la consécration de la suprématie ethnique. Il y a ici une forme d'intelligence pernicieuse de la démocratie dans l'exercice du pouvoir et à l'intérieur des partis politiques.

Cette intelligence pernicieuse est prégnante dans la structuration des partis politiques qui ont souvent leur ancrage dans la région d'origine de leurs leaders. Il ne s'agit pas d'un hasard, mais d'une stratégie subversive qui mobilise les ressorts ethniques et régionaux pour consolider les bastions électoraux du parti, comme le souligne à juste titre Essè Amouzou (2013, p. 166), il y a une

> […] fragmentation du paysage politique calquée sur les différentes régions des leaders des partis politiques. Le programme politique du parti n'a aucune valeur, tout est placé sur son identité qui permet de lui garantir une large audience populaire au sein de son ethnie. […] A côté du positionnement officiel des instances faîtières du parti, se tient dans les coulisses une rhétorique partisane destinée à créer une base ethnique comme noyau du parti.

De l'analyse de cette affirmation, il est clair que les partis politiques créés sur la base identitaire fragilisent la cohésion nationale en favorisant une forme de distribution des rôles politiques fondés sur un élément subversif : l'ethnie.

La donnée ethnique dénature et subvertit le jeu démocratique et favorise une fonctionnalité triviale des partis politiques. Considérés comme de simples outils de conquête et/ou de conservation de pouvoir par une ethnie, les partis politiques cessent d'être les lieux de discussions républicaines et d'argumentation prospective. Ils se définissent désormais comme de simples lieux où se fortifient et se consolident des relations identitaires ethno-régionales dans la conquête du pouvoir.

Sur le plan électoral, ces partis politiques dont les idéologies ne sont que des effets de mode, mobilisent les électeurs en s'appuyant sur les ressorts fragiles

et psychologiques impliquant les fragmentations identitaires, au détriment des vrais débats de construction nationale. La conséquence d'une telle déviation reste celle de déparer la démocratie de son attrait et de sa consistance éthique et universelle ; puisque la rhétorique de l'autochtonie la transforme en une simple arène de confrontation des ethnies et de leurs leaders. La démocratie ainsi déparée féconde le multi-ethnisme au lieu du pluralisme des opinions. Au bout d'une telle logique, l'individu est réduit à sa simple expression grégaire, et le vote une simple arithmétique ethno-régionale. Tout semble laisser croire que l'opinion publique ne détermine rien dans le choix des dirigeants politiques au cours des élections. Tout est déterminé par la portée démographique de chaque ethnie dans la région ou la localité, de l'audience du candidat et de son acceptation par des notabilités traditionnelles ou encore par un système trivial de confrontation ethnique qui consiste à faire triompher le candidat d'une ethnie minoritaire.

Cette prostitution du jeu électoral dénature la démocratie. En conférant une place primordiale au sentimentalisme et au repli identitaire, le système issu de cette entreprise triviale altère le sacro-saint principe de contrôle et de contradiction raisonnée de la démocratie. Ce système oblitère aussi le fonctionnement des différentes institutions de contre-pouvoir nécessaires au maintien des équilibres dans un système dit démocratique. En effet, comment prétendre à la puissance du contrôle dans un espace public affecté par le sentimentalisme et où l'identité et l'ethnie sont les référents premiers dans l'exercice du pouvoir.

Le Congo donne un exemple clair de ce mode de fonctionnement institutionnel. En effet, courant août 2018, la commission nationale de lutte contre la corruption, la concussion et la fraude venait d'épingler dans un rapport rendu public des cas de détournements dont serait responsable l'actuel ministre des hydrocarbures. Ce dernier a dû recourir à une forme de riposte politique dans son fief de Pointe-Noire où les sages et cadres de son parti ont dénoncé le complot et marqué leur soutien indéfectible au « fils du coin ». La conséquence a bel et bien été la dissolution de cette commission.

En un mot, l'ethnocentrisme développe une démocratie atypique où la parenté et l'identité sont érigées en bouclier ; où les institutions de contre-pouvoir ne sont que de simples apparats, généralement pour obtenir la caution morale de la communauté internationale et permettre de participer aux grandes rencontres internationales.

Nous retrouvons ici l'intelligence nocive de ce que la rhétorique révolutionnaire au Congo a qualifié d'OBUMITRI. Nous l'avons indiqué *supra*, l'OBUMITRI est une pratique du pouvoir qui permet à un régime de s'appuyer sur un petit groupe, constitutif de son noyau dur, et appartenant à la même ethnie. Ce petit groupe qui inspire toutes les décisions du chef fonctionne comme une forme de confrérie au sein de laquelle s'opèrent toutes les promotions politiques et administratives.

Ce qui précède conforte le glissement épistémologique de l'ethnocentrisme à l'ethnopartisme, puisque cette tendance au repli identitaire se révèle aussi dans le fonctionnement des partis politiques qui est totalement dépendant des référents identitaires ethno-régionalistes. Même si, pour donner un apparat national à leurs partis et protéger leur ethnie de l'assaut des critiques diverses, les leaders recrutent quelques supplétifs dans les autres ethnies, le centre de la décision politique reste l'ethnie.

Ce fonctionnement des partis politiques dans les démocraties africaines suggère à Essè Amouzou (2013, p.182), le concept de « *démocratie atypique* », en soulignant que cette forme de démocratie « *se caractérise par un réseau de personnalités imbriquées les unes dans les autres et mobilisant leurs atouts pour la conservation du pouvoir* ». Le penseur togolais estime qu'une démocratie qui émerge dans de telles conditions est anomique. Une démocratie anomique est, en ce sens, celle où émerge un pluralisme monolithique, fondé sur le culte de la personnalité et la puissance d'une ethnie. C'est une démocratie dont les partis politiques consacrent la médiocrité, et fonctionnent sur la base de la corruption, la manipulation et les affinités tribales. Ces partis récusent la discussion et le débat contradictoire, pour faire la promotion au politiquement correct, c'est-à-dire à cette tendance qui consiste à dire que la rhétorique partisane est plus essentielle que la critique interne et performative.

On peut, dans l'approfondissement de cette analyse reprendre le propos de Pierre Nzinzi (2000) qui forge le concept de démocratisme pour qualifier cette dénaturation substantielle de la démocratie par la donne ethnocentriste. Comme nous, Pierre Nzinzi considère cette tendance comme un glissement épistémologique nocif à l'expression démocratique. Aussi écrit-il :

> Ainsi dégradée en « démocratisme », la démocratie a perdu tout son potentiel révolutionnaire hérité des lumières. Instrumentalisée, elle n'est plus qu'une idéologie devant permettre la conservation des positions dominantes acquises […] Pour saisir les enjeux de cette falsification du pluralisme, nous avançons l'hypothèse que la démocratie, en Afrique, se construit sous le signe du platonisme, ou plus exactement d'un « néo-platonisme » politique qui privilégie la forme sur le contenu, se méfie de la souveraineté du peuple, et redoute autant l'altérité que le pouvoir de l'opinion ».

Evidemment, en rompant avec la culture de la discussion la démocratie africaine devient une menace à l'altérité. C'est la conséquence inéluctable du jeu des identités exclusives qui prennent racine dans le fonctionnement des partis politiques. La démocratie africaine se décline comme une fracture des solidarités nationales, pour s'affirmer comme une tendance à la fragmentation et au travestissement de la conscience citoyenne.

Conclusion

Au bout de cette analyse, il ressort avec certitude que l'ethnicité subvertit la démocratie. En effet, la mobilisation de la donnée ethnique dans l'expression de la démocratie a pour conséquence première le délitement de la conscience nationale et la déflagration de la citoyenneté. En conférant à l'ethnie une fonction essentielle, la démocratie en Afrique se découvre comme le lieu d'une confrontation ethno-régionale qui se répercute, malheureusement, dans le fonctionnement des partis politiques. On comprend ainsi que l'ethnicité que nous articulons ici comme ethnocentrisme, est un élément subversif de la démocratie. La charge expressive de l'ethnocentrisme dans la mise en œuvre de la démocratie en Afrique subvertit son universalité. En un mot, l'attribut du système qui ressort de cette analyse aurait été « l'ethnocratie », pour reconnaitre le caractère structurant de l'ethnie dans le jeu politique en Afrique subsaharienne.

Références bibliographiques

- Amoussou Essè, 2013, *La démocratie à l'épreuve du régionalisme en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.

- Bayart Jean François. & al., 2001, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », in *Critique internationale*, 10, janvier 2001.

- Bowao Charles Zacharie, 2014, *L'Imposture ethnocentriste. Plaidoyer pour une argumentation éthique du politique*, Brazzaville, Hémar.

- Bwatshia Kambayi., 1995, *Demain le Zaïre : Choix idéologiques et barrières mentales*, Kinshasa, Centre de recherche Eugemonia.

- *Constitution du Congo* (Brazzaville) du 25 octobre 2015

- Franck Philippe, 1997, « Ethnies et partis : le cas du Congo » in revue *Afrique contemporaine*, n°182, p3-15.

- Lissouba Pascal, 1975, *Conscience du développement et démocratie*, Dakar-Abidjan, NEA.

- Ngoïe-Ngalla Dominique, 2003, *Le retour des ethnies – Quel Etat pour l'Afrique* ?, Paris, éd. Bajag-Meri.

- Nzinzi Pierre, 2000, « La démocratie en Afrique : l'ascendant platonicien » in *Politique africaine*, n°77, 200/1, p.72-89, Mis en ligne par cairn.info le 15/11/2012, https://doi.org/10.3917/polaf.077.0072.

- Otayeck René, 2009, *L'Afrique au prisme de l'ethnicité : perception française et actualité du débat*, Paris, CNRS.

- Sassou-Nguesso Denis, 1997, *Le manguier, le fleuve et la souris*, Paris, Plon.